

**BREF !**

## Arbre de Noël 2023 : une journée complète d'autorisation d'absence !

Cette année, les agents du 93 bénéficieront d'une journée complète d'autorisation d'absence pour que les enfants puissent pleinement profiter du spectacle de Noël. Cette victoire a été possible grâce à la mobilisation des agents, dont plus de 500 ont signé les pétitions remises à la Direction en juin. Pourtant, c'est l'audience d'octobre qui a vu consacrer le droit à une journée complète d'autorisation pour 2023, comme avant la fusion !

La Direction a répondu à la revendication des agents, en précisant que cela tenait aux difficultés horaires du spectacle de 2023... Traduction : en 2024, on y retourne ! Notre mobilisation sera d'autant plus forte que les douaniers ont obtenu leur journée complète en s'appuyant sur notre victoire et que nous avancerons ensemble pour transformer ce geste en acquis.

### (Mauvaise) HUMEUR

La tempête GMBI continue de percuter les services. Après le SDIF, ce sont les SIP qui se retrouvent inondés de demandes. Une fois passé le raz de marée de la période déclarative et de la taxe foncière, voici désormais venue la période des réclamations sur les taxes d'habitation et sur les locaux vacants.

Déjà en sous-effectifs pour effectuer leurs missions, les SIP se retrouvent la tête sous l'eau pendant la période des taxations d'office. Les agents ne sont pas soutenus ni entendus, la « Prime GMBI » ne compense en rien les efforts fournis et ne prend pas en compte tout le travail à venir. Même si la DG reconnaît quelques dysfonctionnements et problèmes, cela ne se traduit par aucun acte. Pas de réel renfort dans les services, pas de prise en compte de l'épuisement des équipes qui, toute l'année 2023, ont subi une surcharge de travail à cause de l'usine à gaz GMBI.

Toutefois, l'épreuve ne s'arrêtera pas à l'échec de GMBI. Car au-delà de ce ratage, un projet plus réfléchi suit son cours.

N'oublions pas qu'au 01/01/2024 tous les secteurs d'assiette des SIP du 93 devront disparaître : aux SIP de s'organiser pour gérer leur réorganisation, chacun de son côté, chacun à sa manière. Cela va créer une insécurité supplémentaire pour les agents et des disparités entre les services. Comment aborder l'avenir dans les SIP sereinement ?

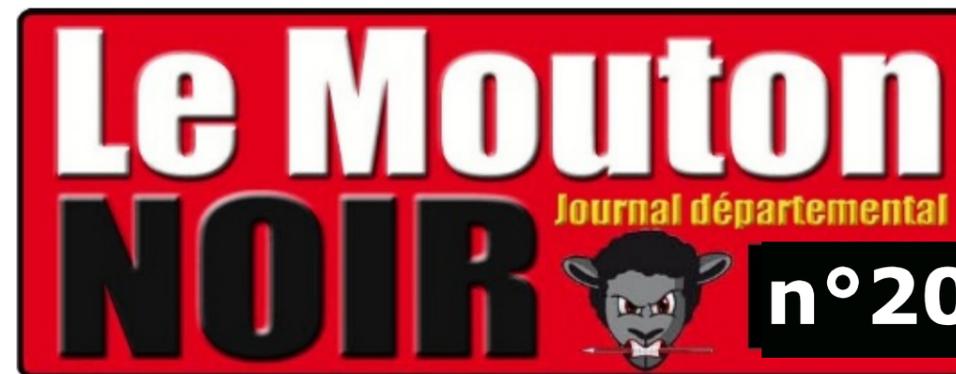
### SIP DU 93 EN DÉTRESSE

Supprimer les secteurs est la première étape qui permettra de vider les SIP de leurs missions et de les faire disparaître. La direction propose des organisations en « blocs fonctionnels ». Le terme semble attrayant mais cela permettra surtout à terme d'envoyer de nombreuses missions vers des services externes et ainsi de supprimer encore plus de postes.

Cela va de pair avec la disparition de la majorité des missions de recouvrement dans les services du PRS et donc à terme il n'y aura plus de recouvrement dans les SIP, seulement des agents d'assiette qui feront aussi du recouvrement « simple » et répondront aux questions « générales ».

Malgré les différentes réformes, les nouvelles missions, la multiplication des canaux de contact, le manque récurrent d'effectifs, les suppressions d'emplois, les nouvelles applications informatiques, les bugs informatiques, les annonces précipitées du ministère et l'absence de reconnaissance de leur travail, les agents des SIP ont prouvé qu'ils étaient en capacité de maintenir un service public de qualité.

Mais ne nous y trompons pas. La privatisation de la DGFIP est en marche. Les agents attendent des réponses fortes de la DG, pas une prime dérisoire et ni des messages de soutien. Ils veulent des actes.



### EDITORIAL

Une fois de plus, le gouvernement a profité d'une situation dramatique pour interpeller des militants syndicaux qui avaient dénoncé et condamné les crimes commis contre toutes les victimes civiles en Israël et dans la bande de Gaza, et affirmé le pacifisme : une valeur essentielle pour la CGT. Si le président de la République veut éviter que le conflit n'apporte de la division en France, il doit cesser cette politique autoritaire de criminalisation et de limitation de la liberté d'expression et de manifestation. La CGT continuera à appeler à manifester pour un cessez le feu et contre tous les racismes.

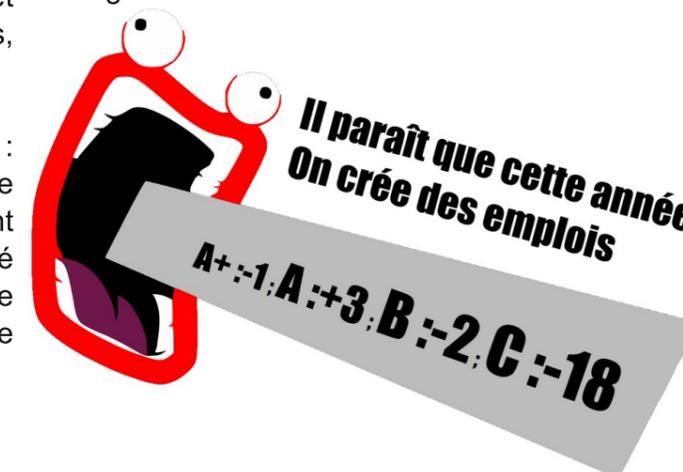
Bien sûr, la répression syndicale ne vise pas seulement à museler la solidarité internationale. En creux, c'est l'ensemble du mouvement social qui est visé. Rien d'étonnant, car la question des rémunérations et, en conséquence, du pouvoir d'achat, est au cœur des préoccupations de l'ensemble des Français, avec une inflation importante depuis deux ans ! Les fonctionnaires ne sont pas en reste, surtout après la « blague » des 5 points d'indice douloureusement consentis au 1er janvier, et de l'accumulation des petites primes, ponctuelles et ciblées.

La dernière en date étant la prime GMBI : moins une juste compensation que le symbole d'une réforme mal pensée, qui impacte autant les services que les agents. Un projet mal géré jusque dans l'application de la prime puisque le Directeur général a fait le choix d'exclure 74 000 agents, tous grades confondus.

À travers une prime individuelle, il a aussi, au passage, décidé d'exclure par principe la reconnaissance de l'engagement collectif des personnels de la DGFIP.

À quoi faut-il s'attendre maintenant sur la question du régime indemnitaire pérenne, qui doit être prochainement discutée devant les syndicats ? À un saupoudrage de quelques points supplémentaires de notre allocation complémentaire de fonction, à la poursuite d'une réévaluation de nos grilles indiciaires calquée sur l'augmentation du SMIC, qui viendrait à passer du mépris du DG à l'insulte ?

Devant cette perspective, la CGT Finances Publiques de Seine-Saint-Denis appelle tous les personnels de la DDFIP à s'organiser, pour construire un rapport de force afin d'obtenir la satisfaction de nos revendications en local, comme en national ou sur le plan interprofessionnel. La lutte pour nos emplois et nos conditions de vie se construit au quotidien, dans la durée et dans un cadre toujours plus large !



# Le Mouton NOIR Le Mouton NOIR Le Mouton NOIR

## DOSSIER

## RÉGIME INDEMNITAIRE : STOP À LA DIÈTE !

### UN TRAITEMENT SANS ÉQUIVALENT DANS LA SPHÈRE PUBLIQUE

Après un premier volet plus que discutable concernant l'abondement des promotions en 2024 et en 2025, puis la mesquinerie traduite en la prime GMBI excluant près de 74 000 agents, les discussions de décembre sur l'indemnitaire ont tourné court quand la Direction Générale a botté en touche en renvoyant les syndicats à janvier ! Ambiance foutage de gueule et mépris...

Les dernières évolutions substantielles du régime indemnitaire remontent à 2014 tandis que l'inflation cumulée sur la même période s'élève à 18,5 %. Depuis 10 ans, notre régime indemnitaire perd chaque année un peu plus de valeur, à tel point que cette année nous travaillons gratuitement depuis le 25 octobre (sur le plan régime indemnitaire) !

### UNE DIÈTE INDEMNITAIRE BIEN RÉELLE

La dette indemnitaire est au moins aussi réelle que la dette en emplois ou la dette technologique que la Cour des Comptes a mis une dizaine d'années à reconnaître. L'Indemnité Mensuelle de Technicité et le barème de la prime de rendement n'ont pas été revalorisés depuis 2017 et la valeur du point ACF est inchangée depuis 2009 !

Nos gouvernants assèment que nous serions, à la DGFIP, dans une situation enviable. La réalité est toute autre ! Pour les agents de catégorie B et C, la rémunération est même moindre en moyenne que dans le reste de la fonction publique. Ce déficit de reconnaissance pécuniaire qui touche les catégories A, B et C est tel que la DGFIP rencontre aujourd'hui de réelles difficultés d'attractivité.

À l'inverse, les plus hauts fonctionnaires ont bénéficié d'augmentations substantielles en 2023.

Depuis près de 10 ans, la DGFIP reste le fournisseur officiel de suppression d'emploi et réussi même le tour de force d'être la seule administration avec un schéma d'emploi négatif en 2024.

Depuis plus de 10 ans, les restructurations continues, les réorganisations, les missions transférées, les applications inabouties nous percutent quotidiennement et font perdre son sens au travail, donnant aux agents le sentiment d'être perpétuellement dans le tambour d'une machine à laver... en mode essorage naturellement. Les résultats de l'observatoire interne traduisent cette fatigue, cette démotivation et l'insatisfaction en matière de rémunération et de promotion.

Néanmoins, malgré la dégradation constante de nos conditions de travail, notre engagement et notre attachement au service public ne faiblissent pas. Nous sommes les seuls garants aujourd'hui d'une DGFIP encore debout.



### LA RECONNAISSANCE, C'EST POUR QUAND ?

Au-delà de l'inflation durablement élevée ou des pertes cumulées de pouvoir d'achat, loin des compliments et des remerciements de tribune ou de plume, il est temps que l'administration considère ses agents comme une richesse et non un coût ! La Direction Générale se réveillera t-elle enfin ? Pour en être certain, secouons-la !

## BREF !

## Déménagements, transferts d'agents, travaux en gros, restes d'amiante et autres : Réunion Groupe de travail Immobilier du 12/10/2023

**Aubervilliers - SIP** : Le rez-de-chaussée fera l'objet d'un remplacement de l'éclairage et d'un coup de peinture.

**Antenne d'Aulnay-sous-Bois CH** : Ascenseur en panne, problème de frelons, sas non magnétisé et sonnerie de l'escalier qui ne fonctionne plus.

**Bobigny - Le Berlioz** : Accueil d'une Cellule nationale pour lutter contre la fraude informatique au deuxième étage, tandis que les collègues du Domaine monteront au cinquième étage. M. DORA précise qu'à chaque demande de mutation d'un agent du PCE de Bobigny, le poste libéré sera transféré à Montreuil.

Installation de la Paierie départementale au Berlioz début octobre 2024. L'immeuble de l'avenue Youri Gagarine a été racheté par un fonds de pension, de gros travaux de rénovation sont prévus et la DRIEETS va déménager après les Jeux olympiques 2024.

**Création d'une Cellule Téléphonique** : Projet à l'étude avec un acousticien et un ergonome pour le choix du lieu. Projet à construire avec les chefs de service des SIP.

**Montfermeil CH** : La DDFIP abandonne le projet de racheter le château du 19 siècle. L'opération d'acquisition et de rénovation se révèle trop coûteuse pour la DG. En revanche, la mairie de Montfermeil s'engage à rénover l'édifice.

La DDFIP acte un déménagement temporaire du service dans un immeuble sur Clichy-sous-Bois, à moins d'1 km, pendant la durée des travaux.

**Site de Montreuil** : Travaux de réfection de la peinture et remplacement des luminaires.

**Pantin - SGC** : Remplacement du mobilier actuel par du neuf.

**Pantin - SIE**: L'installation du SIE d'Aubervilliers a été finalisée.

**Site du Raincy** : Réfection de la cantine.

**Saint-Denis - CH**: Obligation d'agrandissement des sanitaires suite à la fusion. Travaux non entamés.

**Saint-Denis - Poullain** : Les travaux de désamiantage du site sont lancés, pour une durée estimée à 4 mois. Le SIP de Saint-Denis est présent sur le site et l'accueil a été maintenu. 10 collègues du SIP ne veulent pas télétravailler. Le SIE a, lui été installé à Carrefour Pleyel.

Le désamiantage du premier étage est presque terminé. En ce qui concerne la nuisance sonore, la DDFIP a demandé au prestataire de réaliser les travaux qui engendrent du bruit les samedis et lors des moments sans réception du public. Une vigilance accrue est requise pour la santé des collègues par rapport à cette nuisance sonore.

**Saint-Ouen** : Aménagement de l'accueil et de la zone de convivialité.

